

Grégory Daho, *La transformation des armées. Enquête sur les relations civilo-militaires en France*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2016, 408 p.

Par Jérónimo Barbin

La fin des confrontations conventionnelles, et surtout la montée en puissance des opérations humanitaires et de stabilisation depuis les années 1990, a révolutionné le rapport à la population, et plus largement aux civils, dans les organisations militaires occidentales. Auparavant facteur marginal, voire même négligeable, des scénarios à risque d'escalade nucléaire, les "civils" sont désormais devenus une constante, voire même le véritable champ de bataille de tout engagement militaire. L'émergence d'actions civilo-militaires (ACM), qui vise à "*coordonner les relations entre organisations militaires et acteurs civils sur une zone d'intervention extérieure*" (p.18), en facilitant l'acceptation de la présence militaire auprès de la population locale et en accélérant le transfert des responsabilités vers les autorités civiles, semble pour cela être une réponse adéquate et prometteuse à ce nouvel environnement stratégique.

C'est précisément contre cette vision déterministe, linéaire et positiviste que se positionne l'auteur, Grégory Daho, de cet ouvrage adapté de sa thèse de doctorat, et paru en 2016. Pour expliquer l'institutionnalisation de la coopération civilo-militaire, dite CIMIC, Daho – ancien chercheur à l'IRSEM et boursier de la DGA, actuellement maître de conférences en science politique à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne – s'appuie sur l'analyse stratégique de Michel Crozier et Erhard Friedberg. Il adopte donc une épistémologie constructiviste, souhaitant ainsi s'inscrire en faux contre les études à dominante réaliste. L'environnement stratégique et, *a fortiori*, la "réalité", ne seraient donc ni pré-définis objectivement, ni intrinsèquement liés aux représentations subjectives des acteurs, mais indéterminée, car construite socialement, se situant "*à mi-chemin' entre les relations des acteurs et les contraintes systémiques qui les imprègnent*" (p.26). D'après l'auteur, l'institutionnalisation des ACM s'expliquerait plutôt par un ensemble "*de bricolages, d'improvisations et d'arrangements entre officiers*" (p.337) issus principalement de l'armée de Terre et du Commandement des opérations spéciales (COS), qui s'opposent alors sur la conception spécifique de cette dernière-née des fonctions militaires.

C'est à la suite des expériences de la guerre du Golfe (1990-91) et du constat d'une absence de "retour sur investissement" que, d'après l'auteur, le modèle américain des *Civil Affairs* serait tout d'abord importé par des officiers des Forces spéciales françaises chargées de la prospection des marchés. Ces officiers envisageraient les "affaires civiles" à la française comme un levier économique et politique de l'après-crise, afin de contribuer à la promotion des intérêts nationaux dans le cadre d'une intervention militaire. Selon cette vision, dite "extensive", car éminemment politique, il s'agirait de mettre en place au plus tôt des relais gouvernementaux et des administrations favorables aux intérêts nationaux

français au sein de pays bénéficiant de la présence de la force militaire, ce afin de faciliter l'accès à de nouveaux marchés pour l'industrie nationale. L'envoi d'une équipe de réservistes et d'officiers d'active en Bosnie-Herzégovine en vue de capter le marché de la réhabilitation de l'aéroport de Sarajevo sera à la fois une première et un échec commercial pour le Bureau des Affaires Civiles du COS, nouvellement créé en 1992. *“En dépit des efforts pour ‘tenir’ l’aéroport, les marchés remportés par les entreprises françaises y seront dérisoires au regard de ceux gagnés par des États n’ayant peu ou pas du tout contribué à l’effort militaire”* (p.66).

Les officiers de l'armée de Terre et les principaux chefs d'état-major auraient eu, quant à eux, une autre conception des ACM, donnant la priorité non pas à la promotion de l'influence nationale mais à l'appui de la manœuvre militaire en favorisant l'acceptation de la force auprès de la population locale. De cette vision *“militaro-centrée”* découlera, également en Bosnie, une pratique très *“humanitaire”* du civilo-militaire, conçu comme un instrument de coordination avec les organisations internationales et les ONG. L'armée de Terre française y fournira une aide logistique aux ONG et aux entreprises locales, escortera des convois humanitaires pour l'ONU, ou procèdera à des opérations de déminage. D'après Daho, le tissage des relations entre officiers et humanitaires, en Bosnie et par la suite au Kosovo, fut fondamental pour l'émergence, puis l'institutionnalisation du CIMIC en France, qui aboutira à la création d'un bureau ACM au Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO) de l'État-major des Armées dès le milieu des années 1990.

Ces différentes visions du civilo-militaire se retrouveront par la suite au sein des groupes de travail ACM cherchant à faire naître une conception, puis la doctrine correspondante. En contrôlant le retour d'expérience de l'engagement en ex-Yougoslavie, l'armée de Terre s'imposera d'abord, et fera même disparaître progressivement de la mémoire institutionnelle la part prise par le COS au début des ACM. Dans ces groupes de travail, les divergences sont pluri-formes et se superposent, en opposant les *“anciens”*, qui ne voient pas d'un bon œil la gestion civile des crises par les militaires, aux *“modernes”*, ainsi que les *“concepteurs”* aux *“opérationnels”*, qui ne peuvent admettre que leur liberté d'action dépende de négociations entre officiers de grades subalternes. Ce sera finalement l'État-major de l'armée de Terre (EMAT) qui désamorcera les tensions idéologiques en imposant une troisième voie *“pragmatique”*, niant la dualité conceptuelle et faisant passer les contingences des théâtres devant les considérations bureaucratiques. Les deux visions des ACM seront maintenues et légitimées, car définies comme participant à l'objectif supérieur de sortie de crise. Cependant, elles seront hiérarchisées et leurs extrêmes considérés comme déviantes. Il s'agira donc d'éviter les dérives mercantilistes dans la vision *“extensive”* des ACM – faire du business, le militaire comme *“VRP en uniforme”* –, ainsi que les dérives humanitaristes dans la vision restrictive – *“l'ONG en kaki”*.

Sous l'effet de l'engagement multinational en Afghanistan s'opérera finalement une redécouverte, voire la *“réinvention”* d'une tradition nationale du civilo-militaire suite au déterrement, par l'armée américaine, de pratiques contre-insurrectionnelles françaises datant du temps de la pacification coloniale. Ainsi, à partir du milieu des années 2000, les

officiers français, désinhibés à l'idée de pouvoir exploiter leur propre "patrimoine", revendiquent ouvertement la filiation coloniale. La prosopographie effectuée par Grégory Daho pour mettre en lumière les trajectoires des acteurs ayant le plus pesé sur l'institutionnalisation du CIMIC y trouve tout son intérêt, car il n'est pas anodin de relever que tous se réclament d'un héritage commun, à savoir l'Armée d'Afrique, corps expéditionnaire engagé dès 1830 dans la pacification des colonies.

Si la redécouverte de ce passé influera peu sur les usages civilo-militaires, les registres de justification et de légitimation, quant à eux, connaîtront une transformation radicale. "*La spécialité civilo-militaire (re)devient l'héritage de l'officier français ; elle n'est plus un mode opératoire importé*" (p.252). Cette érosion des "*tabous algériens*", qui amènera l'EMAT à même commander des études sur la stabilisation à partir des expériences de la guerre d'Algérie, aura également un effet notoire sur les relations civilo-militaires en général. Elle débouche tout d'abord sur une désinhibition de la parole publique des militaires, qui va du témoignage sur leurs propres expériences en opérations jusqu'au commentaire des choix de politique étrangère et de défense. De plus, avec l'atténuation parallèle de la menace conventionnelle et la perte d'importance de la dissuasion nucléaire, la place des militaires dans le processus décisionnel politique se trouvera finalement renégociée et rééquilibrée à leur profit.

Avec *La transformation des armées*, Grégory Daho nous fait découvrir l'émergence d'une spécialité militaire jeune, méconnue pour l'essentiel et pourtant centrale pour toute opération multinationale militaire contemporaine. Pour en retracer la généalogie et l'évolution, l'auteur – fort de ses rattachements institutionnels – a pu s'appuyer sur un large corpus de documents d'archives sur les "retours d'expérience" ainsi que des comptes rendus de réunions, en grande partie classifiés "Confidentiel Défense". En conduisant parallèlement plus d'une cinquantaine d'entretiens non directifs, il opère une triangulation méthodologique permettant d'étoffer la base documentaire déséquilibrée en raison de la contemporanéité des activités civilo-militaires. Le mariage de ces différentes sources assure un haut niveau de validité et de fiabilité des analyses ainsi que des conclusions tirées.

Cependant, on regrettera que le cadre théorique ait été si peu développé et présenté au lecteur, et notamment que la soi-disant "thèse de l'adaptation", contre laquelle l'auteur souhaite se positionner, ne soit que brièvement effleurée, sans aucune référence aux auteurs ni aux théories correspondantes. Une discussion, en introduction, des thèses néoréalistes sur les pratiques d'émulation des États dans le système international – tout spécialement incarnées par les écrits de Kenneth N. Waltz – ou tout du moins la mention des travaux des *Military innovation studies* à ce sujet, auraient été de mise. Une telle digression aurait aussi permis, en fin d'ouvrage, d'inscrire les conclusions dans un cadre théorique plus large : elle aurait autorisé une réflexion et des interrogations plus générales au sujet des actions civilo-militaires, présentant un terreau propice pour des études complémentaires, voire comparatives, dans le but de comprendre la concomitance de l'apparition des ACM dans les armées occidentales. Car malgré le positionnement très affiché contre la thèse de l'adaptation et la place prépondérante qu'elle accorde aux

évolutions du système international dans les ajustements intra-étatiques dans le domaine de la défense, il est très clairement apparu que le principal moteur ayant fait émerger ces actions avait été le changement dans l'environnement stratégique post-bipolaire.

Jéronimo L.S. Barbin

Chercheur doctorant,
Centre d'histoire militaire et des
sciences sociales de la Bundeswehr
Potsdam